

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-connivence-israelo-kurde-un-secret-de-polichinelle>

La connivence israélo-kurde, un secret de polichinelle.

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

Date de mise en ligne : dimanche 12 octobre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

I. Les deux secrets de polichinelle au Moyen-Orient

Paris - Deux secrets de polichinelle sont cultivés religieusement au Moyen orient, comme autant d'illustrations de merveilleux contes de fées : Le secret atomique israélien et le secret de la collaboration clandestine israélo-kurde.

Sur le nucléaire israélien, passons sur la fable : « *Israël unique démocratie du Moyen orient, sentinelle du Monde libre face à la barbarie arabo musulmane ne saurait, en premier, introduire l'arme atomique dans la zone* », tient lieu de viatique en dépit des supplices de Mordechai Vanunu, qui a eu l'audace de briser le tabou, en dépit des fuites répétées dans la presse spécialisée occidentale.

Le motus est complet. Jalousement gardé par les cornacs d'Israël en Europe, particulièrement en France, un des grands pollueurs nucléaire de la planète, l'équipementier du régime d'apartheid d'Afrique du Sud et d'Israël, l'associé de l'Iran impérial dans le consortium Eurodif désormais paradoxalement, en pointe dans le combat pour la dénucléarisation de l'Iran. En qualité d'état musulman ? De pays révolutionnaire ? Ou tout simplement de chiite ? Nul ne s'est hasardé à percer cette duplicité française et sa passivité face aux raids destructeurs israéliens contre les installations nucléaires arabes d'Osirak (Irak), en 1981, à Al Kibar, en Syrie, en 2008, en passant par les réacteurs de Cadarache, avec l'aide des Sayanim dans le sud de la France.

Sur la connivence clandestine israélo-kurde, l'affaire est plus sournoise en ce qu'elle pose de manière sous-jacente la tortueuse relation triangulaire d'Israël avec les Kurdes d'Irak, d'une part, la Turquie, d'autre part, quand bien même cette dernière fait face, elle, à un irrédentisme kurde sur son propre territoire.

II. Le Clan Barzani

Président du Kurdistan d'Irak, depuis juin 2005, seule région du pays à jouir d'un statut de région fédérale, et chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani est un acteur régional incontournable, par son rôle de médiateur entre les États de la région et les mouvements d'oppositions kurdes. Un rôle appelé à grandir à la suite de l'offensive surprise des djihadistes sunnites dans sa zone et de la centralité grandissante du facteur kurde dans la politique régionale.

Le PDK est un parti identifié à l'histoire de sa famille, en particulier à l'histoire de son père, Mollah Moustapha Barzani, figure importante de l'histoire et de l'imaginaire nationaliste kurde. La tradition combattante des Barzani trouve sa source dans la longue histoire d'une famille de religieux dont le destin est indissociable de celui des Kurdes depuis le début du XXe siècle.

Malgré les contestations auxquelles le PDK a pu se trouver confronter à la fin de l'hiver 2010 dans le sillage des printemps arabes, la domination des Barzani sur le Kurdistan d'Irak est sans contestation en raison du verrouillage dont le clan a procédé dans cette zone kurdophone pétrolifère du nord d'Irak. Outre Massoud, le clan Barzani contrôle l'armée et les services de renseignements, via son fils Mansour, chargé des contacts avec l'armée israélienne, de même que le secteur économique, via Nechirvan, né en 1966, neveu de Massoud et fils d'Idris. Premier ministre de la région autonome kurde de 2006 à 2009, très présent dans les affaires, Nechirvan jouit d'une certaine popularité en ce que l'opinion publique voit en lui un des responsables du développement économique du Kurdistan irakien.

Tout l'enjeu pour les Barzani sera de concilier, dans un Moyen-Orient en mutation, le caractère dynastique du leadership kurde d'Irak et la pratique autoritaire inhérente à ce genre de pouvoir face aux frustrations sociales grandissantes de la population de la région autonome kurde.

III. Le leadership des Kurdes d'Irak, un supplétif des menées anti-arabes

Pour brutale qu'elle puisse apparaître cette affirmation, et quelque peu désobligeante, elle correspond néanmoins à la réalité : le leadership kurde d'Irak, particulièrement le clan Barzani, apparaît comme le supplétif émérite des menées anti arabes du dernier demi-siècle, que cela soit sous le chah d'Iran, contre Saddam Hussein, malgré l'accord d'autonomie signé entre Bagdad et le Mollah Moustapha Barzani, l'accord du 11 mars 1971 qui concédait davantage de droits culturels et sociaux aux kurdes d'Irak qu'aux Kurdes de Turquie ; ou que cela soit lors de l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, où les Peshmergas, sous l'autorité de son fils Massoud Barzani, ont servi de pisteurs aux Américains avant de leur servir de délateur à la cache de l'ancien dirigeant irakien ; ou enfin dans le conflit de Syrie.

Malencontreuse maladresse ou signe tangible d'une volonté délibérée, la photo prise le 10 Juin 2012 dans le Kurdistan d'une rencontre d'un officier supérieur israélien avec le Général Mansour Barzani, fils du chef de la région autonome de l'Irak kurdophone, Massoud Barzani, le jour même de l'élection d'un Kurde à la tête de l'opposition off-shore syrienne, a révélé au grand jour la connivence souterraine entre Israël et les dirigeants kurdes du nord de l'Irak, s'apparentant sinon à une provocation, à tout le moins à un pied de nez à son environnement.

La délégation militaire israélienne était composée d'un membre de l'état-major israélien et du responsable de la coordination des relations kurdo-israéliennes. S'agissait-il d'une anticipation d'une coopération future officielle dans la perspective de l'effondrement du régime syrien ? D'une erreur imputable à un excès de confiance résultant d'une mauvaise appréciation des rapports de forces ? L'élection du Abdel Basset Sida, âgé de 56 ans, à la présidence du Conseil national Syrien avait été interprété comme répondant à une double démarche destinée à élargir à la minorité kurde sunnite de la population syrienne les assises de l'opposition, et, à restaurer son image ternie, alors que la contestation armée contre le pouvoir baasiste marquait le pas dix-huit mois après son déclenchement du fait de ses divisions et de son impuissance.

S'il était légitime de songer à fédérer les diverses composantes ethnico-religieuses de la société syrienne, il était non moins indispensable de veiller à ne pas faire office de paravent à une entreprise de démolition d'un pays, le dernier du champ de bataille face à Israël. A l'instar de ses prédécesseurs, Sida était peu connu au sein de l'opposition et quasiment inconnu dans les rangs des formations combattantes kurdes. Son choix paraissait destiné à impliquer les Kurdes, des sunnites, contre le pouvoir alaouite, schismatique, dans une démarche occidentale visant à les instrumentaliser, sans leur accorder satisfaction sur leur revendication à l'indépendance. Sans état de service significatif au sein de l'opposition syrienne ni en faveur de la cause kurde, Sida était voué à un rôle fantôme.

Les Kurdes sont pourtant consubstantiels à l'Histoire du Moyen Orient et s'honorent de revendiquer de prestigieux précurseurs, tels Saladin (Salah Eddine al Ayoubi) ou Salman al Halaby, l'assassin du général Kleber au Caire, le successeur de Bonaparte lors de l'expédition d'Égypte. A l'époque contemporaine, Khaled Barnache, robuste Secrétaire général du Parti Communiste Syrien, a laissé son empreinte dans la vie politique syrienne pendant près d'un demi-siècle, d'une manière plus manifeste que Kadri Jamil, vice premier ministre sous la mandature de Bachar El Assad, ou de Taha Mohieddine Maarouf, vice- Président de la République irakienne sous le mandat de Saddam Hussein.

Peuple d'origine indo-européenne à l'instar des Iraniens, les deux ont des célébrations communes, telles le Nourouz, la fête du Nouvel an, correspondant à la fête du printemps du calendrier justinien.

Si les Kurdes d'Iran sont plus ou moins intégrés au jeu politique national, à l'instar de ceux de Syrie, où des Kurdes siègent tant au gouvernement qu'au parlement syrien, tout comme au sein de l'opposition off-shore (Abdel Basset Sida), voire même au sein de l'opposition démocratique, non inféodée au bloc islamo-atlantiste ; que les Kurdes de Turquie mènent un combat frontal contre le pouvoir central, via le PKK, - dont le chef Abdallah Oçalan enlevé avec la complicité des américains est incarcéré depuis en Turquie -, le clan Barzani d'Irak, lui, n'a jamais ménagé ses soutiens aux puissances non arabes de la zone. Avec une constante, la coopération souterraine avec Israël, alors que les Kurdes partagent le même sort de minorité persécutée avec les Palestiniens.

IV. Le déploiement israélien dans le Kurdistan irakien

Israël est, en effet, le premier investisseur au Kurdistan irakien. En août 2003, l'Institut israélien pour l'exportation a organisé, à Tel-Aviv, une conférence pour conseiller aux hommes d'affaires d'intervenir comme sous-traitants de sociétés jordaniennes ou turques ayant l'aval du Conseil de gouvernement irakien. Très rapidement sont apparus en Irak des produits sous de faux labels d'origine. En 2008, le site Internet Roads to Iraq décomptait 210 entreprises israéliennes intervenant masquées sur le marché irakien. Leur nombre s'est accru en 2009 après la suppression, par le gouvernement de Nouri al-Maliki, du document de boycott d'Israël exigé des entreprises étrangères commerçant en Irak, véritable aubaine pour les agents recruteurs du Mossad.

Le Liban est le 2ème investisseur avec 13 milliards de dollars. Si une forte présence libanaise est aussi signalée dans le sud de l'Irak, dans la région pétrolifère de Bassorah, le Kurdistan demeure toutefois le lieu de jonction privilégié des Israéliens et des Libanais, où des dizaines de sociétés mixtes ont été enregistrées aux États-Unis camouflées par des dénominations occidentales le transit libanais s'opère via Doubaï. Bon nombre d'anciens officiers de l'armée libanaise à la retraite, et de combattants des milices chrétiennes libanaises, démobilisés et désœuvrés, ont rallié, soit le corps expéditionnaire américain en Irak, au titre d'interprète, ou les compagnies militaires privées, à l'exemple de Blablater soit au titre de combattants ou de formateurs. Des recrues libanaises appréciées en ce qu'elles répondaient pleinement aux besoins de la guerre : Des arabophones, mais arabophobes, de surcroît des anciens supplétifs des Israéliens au Liban... Une combinaison idéale.

En 3ème position se situe la Turquie en raison de l'irrédentisme kurde, sous la houlette du PKK, qu'il lui importe de ménager et de contenir.

www.charlesayoub.com/more/55225

Dans la foulée de l'offensive des djihadistes sunnites, Massoud Barazani s'est empressé de donner un cours public et irréversible à sa collaboration avec Israël en prenant deux mesures jugées « illégales et provocatrices » par Bagdad. L'exportation de pétrole irakien, extrait du nord kurdophone sans l'autorisation du gouvernement central à Bagdad, et, sa vente à Israël via le port turc de Ceyhan. La première livraison de pétrole kurde est arrivée d'ailleurs au port d'Ashkelon, dans le sud d'Israël, fin juin 2014, deux semaines après l'offensive de Da'ech vers le nord de l'Irak, concrétisation de soixante ans de relations clandestines.

En s'emparant du Kurdistan, l'ISIS a fait indirectement le jeu de Barzani et des Israéliens en ce que « la dislocation de l'Irak est dans l'intérêt d'Israël... Les autorités israéliennes veulent exploiter le Kurdistan irakien comme un fer de lance pour diviser et affaiblir l'Irak et l'empêcher de jouer un rôle national et islamique en soutenant ses frères en Palestine », a estimé l'influent éditorialiste arabe Abdel Bari Atwane sur son site « Al Rai al Yom ».

Plate forme d'observation israélo-américaine en direction de l'Iran, le Kurdistan irakien a été le lieu d'une coopération triangulaire entre Kurdes, Israéliens et Américains durant l'invasion américain de l'Irak.

La coopération israélo-américaine s'est ainsi développée sur le terrain extra-judiciaire avec la liquidation de 310 scientifiques irakiens entre avril 2003 et octobre 2004 de même qu'en Israël où, tirant les leçons des batailles de Falloujah, l'armée américaine a construit, dans le Néguev, un centre d'entraînement pour les Marines en partance

pour l'Irak et l'Afghanistan. Ce camp, appelé Baladia City, situé près de la base secrète de Tze'elim, a été la réplique grandeur nature d'une ville proche-orientale, avec des soldats israéliens parlant arabe jouant les civils et les combattants ennemis. D'après Marines Corps Time, elle ressemblait à Bint Jbeil, haut lieu de la résistance du Hezbollah à l'armée israélienne en 2006.

Sur la liquidation des scientifiques iraniens opérant dans le domaine nucléaire : CF. « Les services secrets israéliens » Eric Dénécé et David ElKaim (Editions Tallandier Avril 2014).

L'ancien chef de la sécurité israélienne Avi Akhtar a déclaré dans une conférence à Tel-Aviv récemment que la division de l'Irak était dans l'intérêt israélien, et que les objectifs stratégiques d'Israël étaient de ne pas permettre à ce pays de retrouver son rôle arabe et régional du passé, de le diviser et de créer un État kurde sur les puits de pétrole de Kirkouk. Apparemment ce plan israélien s'impose progressivement et le gouvernement kurde en Irak le met en oeuvre sur le terrain.

Des instructeurs israéliens avec du matériel israélien opèrent au Kurdistan irakien, concrétisant une relation ancienne remontant à 1958. Dans le cadre d'une alliance avec le Shah d'Iran, Israël avait alors armé et entraîné les kurdes irakiens pour les aider dans leur lutte contre le gouvernement de Bagdad. Le soutien, limité à l'origine, devait se transformer, en 1963, en une aide massive acheminée par l'intermédiaire de l'Iran et en envoi de conseillers techniques militaires. Les Kurdes se sont montrés reconnaissants en 1967, durant la 3ème guerre israélo-arabe, se soulevant en pleine confrontation israélo-arabe pour empêcher l'armée irakienne de participer activement à la guerre contre Israël. En remerciement, l'État juif avait équipé les kurdes avec tout le matériel russe récupéré après la guerre, sur les armées égyptienne et syrienne.

Le niveau de coopération a augmenté de façon significative après la chute de Saddam Hussein, par le biais d'entreprises israéliennes qui ont pénétré le Kurdistan irakien, et par les informations récurrentes des journaux irakiens sur des commandos d'élite israéliens entraînant les peshmergas kurdes. Cependant, des liens officiels n'ont jamais été mis en place.

L'une des raisons de ce décalage réside dans les relations des Kurdes irakiens avec l'Iran, un acteur régional important qui ne voit pas le rapprochement entre les Kurdes irakiens et Israël d'un bon oeil. Israël n'a jamais mis en danger ses relations avec la Turquie par une relation trop étroite avec les Kurdes ou un soutien à leur lutte pour l'indépendance. Cependant, maintenant que les circonstances géopolitiques ont changé de manière significative, les deux nations pourraient reconsidérer et réévaluer le cadre de leurs relations.

V. La connexion avec Téhéran

Cependant, Israël n'est ni l'allié le plus proche ni le plus important du futur État kurde de quelque nature qu'il soit. Sur le plan économique, le Kurdistan irakien dépend de la Turquie - le pétrole kurde est acheminé vers le port turc de Ceyhan (Jihan), la Turquie étant à la fois le marché le plus important pour la production kurde et l'un des plus grand importateurs de marchandises.

Néanmoins, l'Iran est, lui aussi, important pour les Kurdes d'Irak à la fois en tant que voisin immédiat et comme pays comprenant une population kurde non négligeable.

L'Iran, de l'aveu même de Massoud Barzani, a été le premier pays à avoir fourni des armes aux Peshmergas kurdes pour contenir la progression des djihadistes de l'EIIL à Irbil, « un danger non seulement pour les chiites mais aussi pour le Kurdistan, où cohabitent plusieurs communautés religieuses, un danger pour la Syrie, l'Irak et le reste du Monde ». <http://www.al-akhbar.com/node/214255>

Au delà de la préservation du glaciis chiite en Irak, l'Iran a intérêt à contenir les Kurdes en Irak pour éviter toute

ferveur nationaliste dans ses propres zones à population kurde.

Face à l'aggravation de la situation en Irak, surmontant leurs divisions, malgré les tensions historiques entre Bagdad et les forces kurdes, le gouvernement irakien a d'ailleurs décidé le 4 Août d'aider les peshmergas dans leur contre-offensive contre les jihadistes. Une rare coopération qui témoigne de la précarité de la situation dans le nord du pays, où des milliers de civils ont dû fuir leurs foyers. Pour la première fois dans les annales kurdes, les Peshmergas ont en effet forcé la décision de leur chef Massoud Barzani pour rallier le combat commun des Irakiens contre Da'ech, en vue de réduire les critiques à l'égard de leur opportunisme et de leur passivité devant le désastre que constitue l'irruption des promoteurs du califat sur la scène irakienne.

VI. Une Légitimation par la Bible : La fable des « fils d'Abraham »

Israéliens et kurdes irakiens ont voulu légitimer cette relation par une onction biblique en une nouvelle illustration de l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques. Une publication du nom d'« Israël-Kurde » a ainsi émis l'idée que les Juifs et les Kurdes sont des parents proches qui partagent un ancêtre commun : le patriarche biblique Abraham. Un point de vue qui se répand en vue d'accréditer l'idée que le patriarche Abraham était d'origine kurde. Le journal paraissant dans la ville d'Irbil au nord de l'Irak, était publié en arabe et en kurde et incluait de nombreux aperçus sur l'histoire et la politique israéliennes.

VII. Bernard Kouchner, un dénominateur commun aux menées séparatistes du Monde arabe du Kurdistan et au sud Soudan

Présent au Darfour et au sud Soudan, comme au Kurdistan, deux zones pétrolières, deux principaux fournisseurs d'énergie de la Chine et de la Russie, c'est-à-dire du camp non atlantiste, Bernard Kouchner aura été le dénominateur commun aux menées séparatistes du Monde arabe, reliquat d'un parcours chaotique qui le verra personifier à lui seul, au fil de sa carrière, toutes les déclinaisons de l'humanitaire, l'humanitaire authentique au Biafra (1960), l'humanitaire médiatique en Somalie (1990), l'humanitaire affairiste au Gabon, en 2010.

Mais cet ancien médecin à vocation humaniste a dû renoncer à l'humanitaire, sous l'effet de ses dérives médiatiques, telle l'affaire de l'Arche de Zoé, à l'humanitarisme spectacle, sous les contraintes de la realpolitik, à l'affairisme indécent, enfin, sous l'effet des révélations corrosives sur ses connections avec les dictatures africaines, passant sans coup férir des boat people aux pages people des magazines, en tandem avec sa compagne Christine Ockrent, illustration pathologie de l'endogamie de la classe politico médiatique et du discrédit consécutif de la presse en France.

Curieusement, l'homme qui menaçait de ses foudres le général Omar Al Bachir du Soudan, en mars 2007, promettant la victoire aux Darfouris, aura été mutique à deux moments charnières de l'ingérence humanitaire, l'assaut naval israélien contre une flottille de pacifistes européens, en pleine zone maritime internationale, le 31 mai 2010, ainsi que la nouvelle offensive israélienne contre Gaza, en Juillet 2014, dans le cadre de l'opération « Bordure protectrice », illustration symptomatique de ses dérives et de sa démagogie. En un mot de sa mystification. L'homme focalise, il est vrai, la suspicion avec son rapport de complaisance pour la firme pétrolière Total en Birmanie, qu'il exonérera de l'accusation du travail forcé des mineurs.

Bernard Kouchner, que ses anciens compagnons de route socialistes qualifient charitablement d'« un tiers-mondiste, deux tiers mondain », pour sa flamboyance et ses extravagances, est en fait un grand bourgeois parisien qui se vit, comme « doublement juif parce qu'à moitié juif », comme si l'identité était quantifiable, l'engagement humanitaire conditionné par sa rentabilité politique et la solidarité humaine prédéterminée par la discrimination des critères

religieux ou sociaux.

Ce faisant, il rejoint en cela la tendance dominante de l'intelligentsia parisienne qui conduit en France chaque notabilité intellectuelle à disposer de sa minorité protégée, comme la marque de la bonne conscience chronique de la mauvaise conscience, comme une sorte de compensation à son trop grand désintérêt pour les Palestiniens, compensant son hostilité aux revendications du noyau central de l'Islam, la Palestine et le Monde arabe, par un soutien à l'Islam périphérique.

Il en est ainsi du philosophe André Glucksmann pour les Tchétchènes, quand bien même son nouvel ami le président Nicolas Sarkozy, est devenu le meilleur ami occidental du président russe Vladimir Poutine ; il en est de même de Bernard Henry Lévy, pour le Darfour, quand bien même son entreprise familiale est mentionnée dans la déforestation de la forêt africaine. Il en est aussi et surtout de Bernard Kouchner, pour les Kurdes, ces supplétifs des Américains dans l'invasion américaine d'Irak, pour le Darfour, le Biafra et la Birmanie.

L'humanitarisme n'est qu'apparence. Au point qu'un journaliste anglais Christopher Caldwell en déduira dans la prestigieuse revue London Review of Books que cette prédilection pour les zones pétrolifères stratégiques de « l'humanitarisme trans-frontière de Bernard Kouchner asservit les intérêts de la politique étrangère française à ceux des États-Unis et que l'humanitarisme militarisé du transfuge néo sarkozyste n'est qu'une forme de néo conservatisme larvé ».

Médecin à vocation auto proclamée humanitariste, à projection médiatique à tremplin politique, l'homme aura asservi la cause humanitaire en instrumentalisant les médias pour la satisfaction d'une ambition politique, sinistrant durablement la cause humanitaire et dévoyé l'ingérence humanitaire par son philo-sionisme.

Au terme de quatre ans de « printemps arabe », le Monde arabe, au-delà de la tenaille israélo-turque, est désormais enserré par deux plate formes complémentaires israéliennes, l'un sur son flanc oriental, le Kurdistan irakien, l'autre sur flanc méridional, le bassin du Nil, poumon de l'Égypte, le sud Soudan. Par la grâce du tandem Bernard Henry Lévy et Bernard Kouchner, les plus surnois ennemis des intérêts à long terme du Monde arabe, les deux parrains de l'opposition syrienne off-shore et libyenne.

Dès la proclamation du califat sur les terres d'Irak et de Syrie, le 29 juin 2014, ce zélé affairiste s'est activé pour se faire nommer émissaire spécial français pour le Kurdistan afin d'accompagner la création d'un état kurde indépendant dans le nord de l'Irak, à l'effet de maintenir une présence française au Moyen Orient après la déconfiture française en Syrie et en Irak. Telle a été, du moins la substance de sa plaidoirie lors d'un colloque tenu en juillet en présence des dirigeants du Moujahhidine Khalq. Ce mouvement d'opposition iranien, d'inspiration marxiste, s'est converti depuis au soutien aux djihadistes de Syrie et d'Irak.

Telle serait l'explication à l'empressement avec lequel la France a volé au secours des Kurdes, un tropisme manifeste des socialistes, favorables à toutes les minorités du Moyen orient, sauf les Palestiniens du fait du philo sionisme de ses dirigeants. L'aide française aux Kurdes répondrait aussi au souci de Paris de ne pas laisser le monopole de l'aide à l'Iran, un pays qu'elle a durement combattu depuis 35 ans, c'est à dire depuis sa co-belligérance avec Saddam Hussein dans sa guerre contre la révolution islamique iranienne.

Pour avoir sollicité en connaissance de cause la caution du désagrégateur du Monde arabe, la caution de toutes ses menées séparatistes, du Kurdistan au sud Soudan, Moustapha Abdel Jalil (Libye), les Frères Musulmans de Syrie, Bourhane Ghalione et Basma Kodmani, les deux premiers meneurs de l'opposition syrienne française, devront, devant l'Histoire, répondre de leur félonie, dont Haytham Manna, dans son rapport sur « la fabrication de la sauvagerie » stigmatise comme la « pathologie tribale d'une fraction des élites syriennes matérialisée par leur

aptitude à faire preuve de suivisme à l'égard du colonialisme ».

René Naba pour [En point de Mire](#)

Pour aller plus loin

Bernard Kouchner ou le requiem pour l'ingérence humanitaire médiatique

.* « [Requiem pour l'ingérence humanitaire médiatique](#) »

Sur la non viabilité d'un état Kurde indépendant :

- ▶ [L'indépendance du Kurdistan irakien, un parcours semé d'embûches](#)
- ▶ [Le Kurdistan israélien](#)
- ▶ [A Discrete Friend of Iraqi Kurds Voices Open Support for Independence](#)

[En point de Mire](#). Publié en partenariat avec le site madaniya.info. Paris, le 11 octobre 2014.

* **René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information.

René Naba est l'auteur des ouvrages suivants :

- ▶ « **De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde** » Editions l'Harmattan Mai 2009
- ▶ « **La Libye, la révolution comme alibi** » Editions du Cygne septembre 2008.